

THÉORIES ET DOCTRINES DE SÉCURITÉ

Yves BOYER

Introduction

Patrick HEBBARD

Fait maritime et relations internationales

Roger N. MCDERMOTT

*Le nouvel éclat de l'étoile rouge :
la transformation de la puissance dure de la Russie*

Thierry LECOQ

*Assurer la sécurité de la nation.
La question de l'organisation de la défense nationale*

INTRODUCTION

PAR

YVES BOYER (*)

La scène géopolitique a longtemps été figée, du fait d'une situation historiquement « anormale ». En effet, la Guerre froide aboutissait à bloquer la fluidité des relations internationales, la logique des blocs laissant très peu de marge de manœuvre aux Etats, hormis aux leaders de chaque camp. En très peu de temps, l'effondrement du bloc soviétique a ouvert des perspectives inédites, qui se sont conjuguées à l'essor économique proprement révolutionnaire d'Etats alors en périphérie du jeu mondial (Chine, Brésil, Inde, etc.). La mondialisation économique et financière a ainsi élargi la notion même de rupture à des domaines qui ne relevaient pas directement de la géopolitique traditionnelle et en a étendu le champ à la planète entière.

En 2011, les événements dans le monde arabe ont montré que la rupture pouvait survenir là où on l'attendait le moins. Les révoltes qui ont secoué certains pays arabo-musulmans ont pris des formes plus ou moins violentes et plus ou moins réussies. Si toutes ont des causes assez proches, voire identiques, leur impact sur la stabilité internationale doit s'apprécier au cas par cas, en tenant compte d'aspects géopolitiques spécifiques. Toutes, donc, ont eu des causes plus ou moins identiques : une population jeune avec un très fort taux de chômage – en Tunisie, à la veille de la révolution, deux chômeurs sur trois avaient moins de 30 ans – ; un pouvoir détenu depuis des décennies par le même leader – en Libye Kadhafi était au pouvoir depuis pratiquement 40 ans, en Tunisie, Ben Ali depuis 1987 et en Egypte, Moubarak était le troisième leader au pouvoir depuis 1952 – ; enfin, une corruption généralisée. La répression des opposants politiques pendant des années avait suscité des ressentiments profonds, qui ont fini par provoquer une explosion interne à l'occasion d'événements certes dramatiques mais isolés, comme le suicide d'un jeune chômeur en Tunisie.

Cependant, l'impact sur la stabilité internationale des trois « printemps arabes » qui ont débouché sur un nouvel ordre interne doit s'apprécier au cas par cas, en tenant compte d'aspects politiques spécifiques. Le premier à prendre en considération est celui des suites de ces révoltes, qui ont placé au pouvoir des coalitions dont rien ne permet de dire qu'elles seront en

(*) Directeur-adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, France) et professeur à l'Ecole polytechnique (France).

mesure de régler les problèmes économiques et sociaux qui perdurent. Pôle de stabilité et de tolérance dans un univers musulman souvent chaotique, la Tunisie consacrait plus de 8 % de son PIB à l'éducation, la jeunesse était scolarisée à 100 %, le taux d'alphabétisation était de plus de 75 %, les femmes étaient libres et ne portaient pas le voile. Les mouvements de tendance islamiste qui l'ont emporté dans les élections qui ont suivi les révoltes réussiront-ils à concilier leur objectif politique avec la mise en place du retour à la croissance économique et au maintien d'un Etat de droit, notamment pour ce qui concerne le statut des femmes et le respect des minorités, comme les Coptes en Egypte ?

Ces révoltes n'ont pas touché tout le monde arabe, tant s'en faut : jusqu'à présent, les monarchies pétrolières de la péninsule arabique ont été épargnées, malgré la tentative de révolte à Bahreïn, où la monarchie sunnite des al-Khalifa a jugulé par la force et avec l'aide de l'Arabie saoudite – et l'assentiment tacite des Occidentaux – les mouvements de revendication pour plus de démocratie émanant de la grande majorité de la population, qui est chiite. Les ingérences étrangères furent mises au-devant de la scène pour justifier la répression. C'est ainsi qu'une figure éminente de la majorité chiite bahreïni, l'ayatollah Hussein Mirza al-Najati, a été privée de sa nationalité bahreïnie au motif de ses liens étroits avec le grand ayatollah Ali al-Sistani d'Iraq.

Au début de 2012, la notion de «révoltes arabes» prend une nouvelle dimension avec les événements de Syrie. Elle concerne moins le sort du peuple syrien, quelles que soient les épreuves qu'il traverse, que les rivalités entre le bloc chiite et les sunnites, rivalités derrière lesquelles se profile l'antagonisme entre, d'une part, l'Iran et ses alliés, au premier rang duquel figure la Syrie, d'autre part les monarchies les plus réactionnaires de la péninsule arabique, soutenues en sous-main par les Occidentaux. A l'argent et l'action en sous-main de l'Arabie saoudite et de certains pays occidentaux s'opposent l'argent et les menées souterraines de l'Iran, alors même qu'à l'ONU la Syrie de Bachir El Assad est «protégée» par le veto russe. Le résultat de la révolte syrienne aura des conséquences géopolitiques majeures, puisque l'éviction du pouvoir en place consacrera l'influence grandissante de l'Arabie saoudite et de la Turquie sur cette région ; dans le cas contraire, l'Iran en sortira confortée et, avec elle, ses alliés, dont le Hezbollah. La Russie et la Chine se seront également imposées avec succès dans le jeu complexe du Proche-Orient. Les Occidentaux, en particulier la France, devront alors reconsidérer leur place, leurs instruments d'actions internationaux. Si l'imprécation au nom des droits de l'homme séduit encore à Paris, elle fera rire à Damas et Moscou.